



REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JUILLET 2020

Délibération n° 2020-125- DC

Date d'affichage : Le 5 août 2020	<p>Le trente juillet deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc expo du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre juillet deux mille vingt.</p> <p>Présents : (66) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME.</p> <p>Dont suppléé(s) remplacé(s) : Pierre-Yves DOUET par Didier POITVIN, Eric LEFIEVRE par Didier CHEVROLLIER, Laurent NIVELLE par Brigitte SMITH, Jacqueline TARDIVEL par Manuel DA SILVA</p> <p>Excusés : (13) Anatole MICHEAUD, Sandrine LION, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Pierre de BOUTRAY, Loïc BIDAULT, Gaëlle FAURE, Béatrice GUILLON, Didier HUCHEDÉ, Sylvain LEFEBVRE, Nathalie MORON, Noël NERON, Nathalie SECOUÉ</p> <p>Dont excusés ayant donné pouvoir : (10) Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Thomas GUILMET à Géraldine LE COZ, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Gaëlle FAURE à Jackie GOULET, Béatrice GUILLON à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDÉ à Stéphanie ELIE, Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Noël NERON à Arlette BOURDIER, Nathalie SECOUÉ à Colette GAGNEUX.</p> <p>Absents : (2) Emmanuel BRAULT, Bernard HENRY</p>
Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41 Présents : 66 Excusé(s) : 13 Dont représenté(s) : 10 Absent(s) : 2 Nombre de votants : 76	
Secrétaires de séance : <i>Madame Géraldine LE COZ, conseillère communautaire de la Ville de Saumur et Monsieur Jean-François MIGLIERINA, conseiller communautaire de la Commune de Villebernier</i>	

INDEMNITÉS DE FONCTIONS DES ÉLUS COMMUNAUTAIRES - DÉTERMINATION DE L'ENVELOPPE ET RÉPARTITION DES INDEMNITÉS DE FONCTION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui fixe le régime des indemnités de fonctions des élus communautaires, destinées en partie à compenser les frais que les élus engagent au service de leurs concitoyens,

Vu la loi n°2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomérations,

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (articles 94 et 95),

Vu les indemnités maximales, mentionnées à l'article L. 5211-12 du CGCT, pour l'exercice des fonctions de président, vice-présidents et conseillers des communautés d'agglomérations qui sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Considérant que la strate de population de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est fixée de 50 000 et 99 999 habitants,

Considérant qu'en application de la loi n°2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et d'agglomérations, le nombre de vice-présidents a été fixé à 15 par délibération du 16 juillet 2020,

Considérant que les conseillers avec délégation de fonctions peuvent également prétendre à une indemnité de fonction qui sera prélevée sur l'enveloppe indemnitaire globale,

Compte tenu des éléments énumérés ci-dessus et conformément à l'article R5216-1 du CGCT, l'enveloppe indemnitaire maximale est déterminée comme suit :

Président		Vice-présidents			ENVELOPPE INDEMNITAIRE MAXIMALE
Taux maximal (en % de l'indice terminal de la fonction publique territoriale)	Indemnité mensuelle brute maximale	Taux maximal (en % de l'indice terminal de la fonction publique territoriale)	Indemnité mensuelle brute maximale par Vice-Président	Indemnité mensuelle brute maximale pour les 15 Vice-présidents	
110%	4 278,32 €	44%	1 711,33 €	25 669,91 €	29 948,23 €

Ainsi, il est proposé les montants d'indemnités brutes suivants :

<u>ELUS</u>	Nombre	% de l'indice brut terminal de la FPT	Montant indemnité brute mensuelle par élu	Montant indemnité brute mensuelle TOTALE
Président	1	98,00%	3 811,59	3 811,59 €
Vice-présidents	15	38,00%	1 477,96	22 169,47 €
Conseillers délégués	8	12,50%	486,17	3 889,38 €

Ces indemnités varieront en même temps et dans les mêmes proportions que les traitements de la fonction publique et s'appliqueront rétroactivement à compter de la date d'entrée en fonction des élus figurant dans la liste du conseil communautaire.

La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (articles 94 et 95), introduit la modulation des indemnités de fonction dans les communes et EPCI de plus de 50 000 habitants, en fonction de leur participation effective aux séances plénières et aux réunions des commissions dont ils sont membres.

Il est donc proposé d'appliquer cette modulation. Les conditions de variation de l'indemnité de fonction devront être prévues par le règlement intérieur. La réduction ne pourra être toutefois inférieure à la moitié de l'indemnité allouée.

En application de l'article L5211-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera joint à cette délibération le tableau nominatif des indemnités allouées aux membres de l'assemblée délibérante de la Communauté d'Agglomération Saumur val de Loire.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

-d' APPROUVER les montants d'indemnités brutes suivantes, qui varieront en même temps et dans les mêmes proportions que les traitements de la fonction publique et s'appliqueront rétroactivement à compter de la date d'entrée en fonction des élus figurant dans la liste du conseil communautaire :

<u>ELUS</u>	Nombre	% de l'indice brut terminal de la FPT	Montant indemnité brute mensuelle par élu	Montant indemnité brute mensuelle TOTALE
Président	1	98,00%	3 811,59	3 811,59 €
Vice-présidents	15	38,00%	1 477,96	22 169,47 €
Conseillers délégués	8	12,50%	486,17	3 889,38 €

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 76 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020



Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	5- Institution et vie politique	5.6 exercice des mandats locaux	5.6.1 Indemnités des élus
-------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »